

L'innovation sociale en milieu autochtone : le cas de l'Institut Tshakapesh, vecteur de territorialités plurielles

David Dufour^a



RÉSUMÉ. L'Institut Tshakapesh à Sept-Îles est un organisme régional innu qui valorise la langue, la culture et la réussite scolaire dans les communautés membres depuis plus de 40 ans. Il est surtout connu chez les Innus pour la production d'outils pédagogiques et linguistiques utilisés dans leurs écoles. L'Institut Tshakapesh est aussi présent ailleurs au Québec à travers le programme Sous le shaputuan, qui fait rayonner la culture innue dans les institutions scolaires allochtones et autochtones depuis 25 ans. Conséquemment, les Innus mettent de l'avant des territorialités plurielles, lesquelles sont explorées dans cet article.

ABSTRACT. *The Tshakapesh Institute in Sept-Îles is a 40-year-old innu regional organization that values innu language, culture and academic achievement within the communities that are members. It is also well-known amongst the Innus for the creation and establishment of educational and linguistic tools in their schools. The Tshakapesh Institute has also been involved elsewhere in Québec for the last 25 years through the «Under the shaputuan» programme that allows innu culture to spread across different education institutions. Therefore, the Innus have put forward plural territorialities that will be explored in this article.*

Introduction

Si la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) de 1975 et la Convention du Nord-Est québécois (CNEQ) de 1978 font du Québec un pionnier dans l'intégration des peuples autochtones au développement de cette époque, l'intensification des tensions entre Autochtones et allochtones, à la suite de la crise d'Oka à l'été 1990, rappelle que les stigmates persistent (Guilbeault-Cayer, 2008; Loranger-Saindon, 2007).

En ce sens, les premiers grands traités modernes entre les gouvernements et certaines nations autochtones (p. ex., les Cris, les Inuits et les Naskapis au Québec) ne sont pas une finalité en soi. Ils marquent plutôt le début d'une ère partenariale entre Autochtones et allochtones (Desbiens et Hirt, 2012; Desbiens, 2009). Dès lors, au Québec,

lorsqu'un projet (privé ou public) est prévu, il est incontournable de faire des peuples autochtones des partenaires de développement, si ce projet prend place à proximité de leurs territoires ou directement sur ceux-ci.

Toutefois, il advient souvent que ces processus de consultation soient défailants, l'application des recommandations étant perçue comme une suggestion évitée ou ignorée. Fréquemment, la consultation des Autochtones n'est qu'une étape administrative vide de sens qui donne bonne conscience aux allochtones (Picard, 2010).

En 1999, lorsque la chercheuse maorie Linda Tuhiwai Smith (1999) publie la première édition de son livre *Decolonizing methodologies : Research and indigenous peoples*, une transformation théorique importante se confirme

^a Candidat à la maîtrise en géographie, sous la supervision de Laurie Guimond, professeure agrégée, département de géographie, Université du Québec à Montréal

dans l'étude des questions autochtones : la décolonisation devient une norme conceptuelle incontournable dans le monde scientifique. On comprend alors que les efforts pour favoriser un développement territorial, durable, citoyen et équitable se doivent de dépasser les consultations obsolètes et de s'engager réellement dans une planification conjointe représentative des identités plurielles sur le territoire (Guimond et Desmeules, 2019).

Il s'agit d'un travail de longue haleine, car l'intégration des réalités autochtones dans la société allochtone nécessite des efforts rigoureux de la part des deux parties. Cette relation dynamique se construit au fil des partenariats et des compromis. Tout de même, le Québec continue de percevoir le Nord comme un réservoir de ressources à exploiter et d'y envisager le développement en fonction des ambitions du Sud (Rivard et Desbiens, 2011).

Le début de la décennie 2010 est marqué par une remise en question des politiques néolibérales dans plusieurs sphères de la société québécoise, notamment dans les milieux autochtones. Une effervescence sociopolitique est alors ponctuée par l'organisation de plusieurs marches, manifestations, conférences, colloques et autres actions directes (Beaudet, 2013). En prenant part à ce mouvement par le biais de différents groupes ou associations, les Autochtones revendiquent leurs droits d'exister, d'être reconnus et respectés, valorisant par le fait même leur identité et leur culture. Cette effervescence scientifique et sociale autour des causes autochtones rappelle que ces enjeux demeurent d'actualité au Québec (Beaudet, 2013; Déry et Mottet, 2017).

Malgré le dynamisme des relations entre Autochtones et allochtones ainsi que leur évolution depuis la signature de la CBJNQ, les partenariats interethniques sont souvent calqués sur un système de redevances financières. On reproduit alors un modèle de développement territorial relié aux objectifs centralisant de l'État-nation, ce qui cause une intégration défailante des différentes populations à l'échelle locale (Klein, 2014). Le renouvellement des relations entre Autochtones et allochtones doit donc s'adapter aux réalités contemporaines d'un monde globalisé où le soutien de l'État aux singularités autochtones s'effrite. C'est dans cette optique que la décolonisation devient un concept élémentaire à la mise en place des bases pour un développement territorial équitable orienté vers l'échelle locale.

Notre article se structure en deux parties. Nous investissons d'abord les concepts transversaux de territorialité et d'innovation sociale. Nous abordons ensuite le caractère innovant de l'Institut Tshakapesh, à savoir de quelle façon il favorise les territorialités innues. Puis, nous décrivons brièvement le programme Sous le shaputuan en tant qu'activité socialement innovante qui favorise des territorialités plurielles.

1. Méthodologie

Dans le cadre de la maîtrise en géographie (Dufour, 2019), nous avons élaboré un projet avec les Innus de la Côte-Nord par l'entremise de l'Institut Tshakapesh, un organisme régional innu travaillant à la valorisation de la langue, de la culture et de la réussite scolaire dans les écoles des communautés membres. Deux principales raisons ont motivé notre choix de travailler avec l'Institut Tshakapesh.

D'une part, ses activités s'inscrivent dans une logique d'innovation sociale, en favorisant des initiatives communautaires répondant à des enjeux auxquels les institutions privées et publiques ne répondent pas. D'autre part, ses acteurs clés nous permettent de rencontrer rapidement (compte tenu des délais limités en contexte scolaire) plusieurs personnes-ressources dans le milieu éducationnel chez les Innus, tout en ayant l'approbation d'un organisme régional reconnu dans les communautés.

Dans cet article, nous nous intéressons plus particulièrement au caractère innovant du programme Sous le shaputuan, une initiative soutenue par l'Institut Tshakapesh depuis maintenant 25 ans. Visant principalement les jeunes, ce programme de sensibilisation se déplace d'école en école et agit comme véhicule de la culture innue dans la société québécoise, ce qui favorise la création de ponts entre Autochtones et allochtones.

C'est en avril 2018, au Collège Montmorency de Laval, qu'ont été établis les premiers contacts avec l'équipe de Sous le shaputuan lors d'une visite informelle. Puis, en mai 2019, une visite est faite à l'école Benoît-Duhamel de Roberval, au Lac-Saint-Jean, pour réaliser six entrevues : quatre avec les membres « principaux » du programme Sous le shaputuan; deux avec des membres du personnel scolaire spécialisé avec les jeunes Autochtones qui ont organisé la venue du programme à leur école. Dans un souci de confidentialité, les noms des

répondants ont été remplacés par des codes alphanumériques. C'est donc à partir de cette expérience de terrain qu'est née cette réflexion sur l'aspect socialement innovant de ce programme de sensibilisation à la culture innue, dans l'optique d'un développement territorial interculturel.

Afin d'optimiser la description du programme, nous utilisons trois sources différentes : le rapport annuel de 1998 de la CDPDJ, le document *Programme La rencontre Québécois-Autochtones* de l'Institut Tshakapesh publié en 2016 et les observations directes faites sur le terrain, en mai 2019, au Lac-Saint-Jean, ainsi qu'en avril 2018 à Laval.

2. Repères théoriques : L'innovation sociale comme vecteur de territorialités plurielles

Pour étudier la relation complexe entre l'humain et ce qui l'entoure, nous nous référons au concept de territorialité. Celui-ci permet d'observer les possibles rapports aux territoires que les individus peuvent entretenir individuellement et/ou collectivement aux diverses échelles : locale, régionale, nationale et mondiale.

La territorialité est un concept clé de la géographie moderne utilisé depuis environ 40 ans pour explorer les relations qu'entretient l'habitant avec son habitat, ce que Bédard (2017) appelle la « condition territoriale ». Cette relation est explorée par les diverses branches de la géographie humaine depuis l'ère postmoderne lorsqu'il est question d'identité (Bédard, 2017). C'est au siècle des Lumières que la territorialité apparaît au départ. Elle aurait été ensuite reprise par la psychologie comportementale, puis par l'éthologie, une spécialisation de la biologie, avant d'être utilisée, comme le souligne Bédard (2017), par le géographe et historien américain David Lowenthal en 1961.

Concept polysémique, à la limite fourretout, il est repris maintes fois par plusieurs auteurs, qui lui donnent différents sens. Nous n'avons qu'à penser aux approches contrastées de Sack et de Raffestin dans les années 1980, comme le précise encore Bédard (2017). Le premier considère la territorialité comme une stratégie spatiale d'organisation pour en arriver à des fins politiques et sociales, tandis que le second la considère comme le produit et le

moteur des relations sociales dans un contexte spatial donné (Murphy, 2012). Cette vision dichotomique de la territorialité nous pousse à la considérer, d'un côté, comme étant subite par le pouvoir dirigeant et, d'un autre côté, comme une réalité construite et vécue par la base populaire. Les travaux de Murphy (2012) mettent en relativité cette opposition pour en faire une complémentarité.

Dans cette optique, Murphy (2012) développe la notion de fluidité dans la relation à l'espace qu'entretient l'humain. L'analyse de la territorialité doit se faire autant par l'étude des pratiques, phénomènes et processus humains définissant la vie quotidienne, que par la prise en compte des instances politiques, économiques et sociales de gestion, d'organisation et de gouvernance.

De son côté, la conceptualisation tripartite de la territorialité, avancée par Bédard (2017), explique que la constitution des facteurs territorialisants et déterritorialisants repose simultanément et parallèlement sur les conceptions culturelles, politiques et sociales du territoire. Ainsi, le programme de sensibilisation retenu favorise une identification culturelle représentative de ceux qui occupent le territoire.

L'innovation sociale permet de contextualiser le programme Sous le shaputuan en tant que moteur du développement territorial intégré et vecteur de territorialités plurielles. Il contribue d'une certaine manière à la démystification de la territorialité unique et homogène avancée par l'État-nation, privilégiant par le fait même « une territorialité plurielle, en apparence chaotique, mais dans les faits structurée » (Klein, 2014, p. 123). Le concept d'innovation sociale permet de saisir pleinement l'ampleur du mandat et la portée d'une organisation comme l'Institut Tshakapesh, puis de réellement comprendre le rôle que joue le programme Sous le shaputuan. La conception plurielle de l'innovation sociale fut éludée jusqu'au XIX^e siècle, où la vision déterministe et unilinéaire de l'évolution ne favorisait pas l'émergence d'innovations en général (Fontan, Klein et Tremblay, 2004).

Ce concept de la géographie postmoderne découle, avant tout, de celui d'innovation, qui demeure cantonné majoritairement dans le domaine technologique jusqu'aux années 1990. On en parle tout d'abord comme un ensemble de techniques, de produits et de services nouveaux permettant d'améliorer le système productif, surtout sur le plan économique

(Klein et Laville, 2014). L'innovation fait son entrée en sociologie pour la première fois à la fin du XIX^e siècle, dans les travaux de Tarde portant sur l'imitation des inventions quotidiennes améliorant la qualité de vie. Il faudra attendre l'arrivée de Schumpeter et Veblen, au début du XX^e siècle, pour une conceptualisation plus moderne de l'innovation.

Schumpeter l'élabore en premier du point de vue de l'entrepreneur innovateur. Il comprend que c'est l'introduction de l'invention dans la société qui est la clé de l'innovation : « À cet égard, Schumpeter disait : "Il n'est pas suffisant de produire un savon satisfaisant, il faut encore entraîner le peuple à se laver." » (Fontan et collab., 2004, p. 118). Il met bien en évidence le défi de convaincre la population de l'utilité des inventions.

De son côté, Veblen fait ressortir une vision globale de l'innovation à l'intérieur de laquelle il considère l'environnement social et institutionnel. Il remarque alors qu'une relation de réciprocité s'installe entre les innovations et le contexte social qui s'y rattache (Fontan et collab., 2004). Si cette relation était reconstruite depuis les années 1930 par Schumpeter, ce n'est qu'à partir des années 1990 qu'on considère l'innovation sociale indépendante épistémologiquement de l'innovation dite technologique (Hillier, Moulaert et Nussbayer, 2004).

L'innovation sociale devient donc un outil autant de gestion, d'administration, de créativité que de développement territorial. Elle apparaît désormais comme une réponse aux divers problèmes sociaux que l'État, en raison de son affaiblissement, ne peut plus directement régler (Hillier et collab., 2004). Klein (2014) aborde l'innovation sociale comme étant « une option face à une action étatique insuffisante pour combler les besoins sociaux en partie engendrés par les mutations du système économique » (p. 117). S'y intègre alors la notion d'économie de la diversité, telle qu'elle est entendue par Gibson-Graham (cité dans Hillier et collab., 2004), à l'intérieur de laquelle la vision capitaliste et marchande de l'innovation associée à une rentabilité financière doit s'élargir. Selon cette approche, l'innovation sociale promeut un développement territorial intégré, principal frein à l'uniformisation globalisée conséquente des politiques néolibérales. En ce sens, les innovations sociales vont favoriser la mise en place d'un développement par la base, participatif, inclusif et représentatif du Québec total, comme l'entend Hamelin (1998).

Aujourd'hui encore, la participation des peuples autochtones est un défi pour un développement territorial intégré. Selon Roy et Klein (2019), un peuple résilient est capable de reproduire ses dynamiques d'existence, malgré les perturbations, telles les nations autochtones face au (néo)colonialisme. La résilience se vit en deux temps : d'abord, une phase statique de résistance dans laquelle le peuple résilient reste en marge de la société dominante. Il entame par la suite une phase où il met de l'avant sa capacité d'adaptation aux changements produits dans son environnement original. Dans ce contexte émergent des innovations sociales valorisant les ressources locales et la coopération des acteurs.

C'est par le truchement de l'innovation que nous analysons une initiative autochtone afin de mieux en comprendre l'importance et ses rôles dans les sphères économiques, politiques et culturelles de la société. L'émergence de celle-ci conscientise la population québécoise à la présence des Autochtones qui habitent le territoire et qui, désormais, le partagent avec elle, favorisant par le fait même une territorialité plurielle.

Comme le rappelle Klein (2014), la crise financière mondiale de 2007-2008 fut un événement révélateur de l'imperfection des politiques néolibérales mises en place depuis les années 1980. En ces temps, l'espace mondial est en pleine transformation : le contexte de mondialisation concentre les richesses dans des espaces urbanisés connectés à l'espace global, dits gagnants, comme les villes, les métropoles, les mégapoles et les mégapoles. Leur accroissement se fait la plupart du temps au détriment des régions dites perdantes, peuplant le reste du territoire national, car, comme l'avance Klein (2014) à partir des idées de Bourdieu, « [les États] sont de moins en moins souverains, leur rôle étant, dans la plupart des cas, de cautionner leur dépossession » (p. 8).

Ce débalancement entre espaces gagnants et perdants est le reflet d'une perte de capacité du pouvoir public à représenter les citoyens et à leur répondre, ce qui crée alors une distance entre leurs besoins et le cadre institutionnel et politique (Klein, 2014). Ce moment signifie aussi le déclin de la territorialité unique, vouée au culte national, pour laisser place à une territorialité plurielle qui permet, entre autres, de mieux représenter les réalités multiculturelles du territoire (Klein, 2014).

En ce sens, l'innovation sociale a pour but de renverser la vapeur en encourageant une vie sociale participative. À l'échelle locale, ce processus peut se traduire de plusieurs façons en donnant aux Autochtones la place et les moyens nécessaires. Leur implication dans le développement du territoire prend plusieurs formes, notamment la création d'entreprises et d'organismes. L'offre de biens et de services par la population et pour les populations autochtones fait rayonner le dynamisme sociocommunitaire dans la région, dans les autres communautés autochtones, puis, à un certain point, dans la société québécoise. En affirmant leur présence dans le développement des espaces qu'ils habitent, les peuples autochtones marquent leur présence dans la création de cette territorialité plurielle. L'innovation sociale agit donc en tant que moteur au renouvellement du processus de territorialisation.

3. Le caractère innovant de l'Institut Tshakapesh

L'Institut Tshakapesh est actif depuis plus de 40 ans. C'est sous l'impulsion du Conseil des Atikamekw et des Montagnais (CAM) que l'organisme voit le jour en 1978. Il porte d'abord le nom d'Institut éducatif culturel atikamekw montagnais (IECAM). Il entraîne, à son tour, en 1983, la création de la Société de communication Atikamekw-Montagnais (SOCAM), qui s'occupe, jusqu'à ce jour, de la radio communautaire dans 3 communautés atikamekw et dans 11 communautés innues du Québec¹. En 1989, le CAM se dissout, ce qui entraîne le départ des Atikamekw au sein de l'IECAM, qui devient, pour les Innus, l'Institut culturel et éducatif des Montagnais (ICEM). Il gardera ce nom jusqu'en 2009 pour devenir l'Institut Tshakapesh (Institut Tshakapesh, s. d.).

Dans le cadre de notre recherche, une échelle d'analyse régionale est privilégiée, car l'Institut Tshakapesh s'inscrit dans un ensemble qui dépasse les Innus de la Côte-Nord. Puisque l'Institut chapeaute, à plus petite échelle, les milieux locaux représentatifs des singularités de chaque communauté, dans la société québécoise majoritaire, il est un symbole de l'ensemble des Autochtones de l'Amérique précolombienne. À travers l'Institut Tshakapesh, qui valorise et promeut l'identité et la culture innues, nous explorons de quelle manière l'innovation sociale agit en tant que moteur de développement territorial intégrant les réalités interculturelles innues et québécoises.

L'innovation sociale semble être une réponse intéressante aux politiques néolibérales de l'époque postfordiste, car elle atténue l'affaiblissement de l'État au profit du développement territorial stimulé à l'échelle locale (Klein, 2014). L'innovation sociale comble ainsi le décalage entre les structures de pouvoir et les besoins des citoyens (Klein et Lavelle, 2014). En effet, le programme de sensibilisation Sous le shaputuan a le potentiel de pallier « la dynamique des relations de pouvoir entre Eurocanadiens et Autochtones qui continue de prévaloir et de s'exprimer dans les écoles » (Lévesque et collab., 2015, p. 81). Comme le rapporte la Commission de vérité et réconciliation du Canada (CVR), les peuples autochtones ont été victimes d'un génocide culturel, de la scolarisation obligatoire à la fin du XIX^e siècle jusqu'au « réveil culturel » des années 1970 (CVR, 2015). En ce sens, l'acculturation des Innus fut institutionnalisée dans les établissements scolaires dans le but de les assimiler plus facilement à la société canadienne, une politique concordant à la logique spatiale de l'État-nation. Ils sont alors confinés dans des réserves. Leur exclusion fut aussi sociale puisqu'on les écarta du domaine public de la société québécoise (Desbiens, 2006; accoud, 1995).

Connus pour leur résilience, les Innus étaient loin de tomber dans l'oubli ou d'appartenir au passé (Tardif, 2017). Comme la plupart des nations autochtones, ils ont développé des mécanismes communautaires assurant leur survie en tant que groupe culturellement distinct de la société majoritaire, démontrant ainsi leur capacité d'adaptation à la transformation de leur environnement.

L'Institut Tshakapesh, en développant des projets favorisant la culture, la langue et la réussite scolaire, répond « à des lacunes dans les institutions sociopolitiques et la non-satisfaction de besoins humains » (Hillier et collab., 2004, p. 135) pour les Innus du Québec. Il fait ici référence au minimalisme des connaissances sur les peuples autochtones qui sont transmises dans le système scolaire québécois.

Les premières démarches des peuples autochtones pour pérenniser leur culture dans les établissements scolaires ont lieu dans les années 1970, peu après la fermeture des pensionnats autochtones. Durant cette période de réappropriation, la Fraternité des Indiens du Canada publie une déclaration de principes, *La maîtrise indienne de l'éducation indienne*, qui réclame le plein pouvoir sur l'éducation des leurs (Fraternité des

Indiens du Canada, 1972). Toutefois, encore aujourd'hui, ces efforts continuent d'être nécessaires, comme nous le rappelle la déclaration de principes *Le contrôle par les Premières Nations de l'éducation des Premières Nations*, publiée en 2010 (APN, 2010), une mise à jour de la première déclaration.

Durant les 38 ans séparant les deux déclarations de principes, des améliorations considérables ont été réalisées, mais de sérieuses lacunes persistent, selon l'Assemblée des Premières Nations (APN, 2017). D'ailleurs, l'APN dénonce toujours le transfert superficiel de l'exploitation des établissements scolaires dans les communautés autochtones sans que celles-ci puissent assurer un réel contrôle sur l'éducation des jeunes (APN, 2017). Elle dénonce entre autres le manque de ressources et d'efforts mis en place pour rattraper l'écart de scolarisation entre Autochtones et allochtones.

En développant des projets dans les communautés et en multipliant les partenariats entre les Innus et les allochtones, l'Institut Tshakapesh favorise une territorialité plurielle plus représentative des réalités contemporaines que la territorialité unique et homogène mise de l'avant par l'État-nation (Klein, 2014). Dans l'optique où il existe plusieurs territorialités superposées qui cohabitent, le pouvoir étatique ne peut plus réguler les besoins de la population uniquement avec des lois, règlements et politiques globaux. C'est dans ce contexte qu'est privilégiée l'innovation sociale, qui fait primer le partenariat à la confrontation dans l'établissement de compromis avec l'État (Klein, 2014). En s'organisant aux échelles locale et régionale, les Innus ont pu, avec l'Institut Tshakapesh, établir des relations avec divers ministères du gouvernement, devenant ainsi un facilitateur qui harmonise les intérêts de plusieurs acteurs à moult échelles (Klein, 2014). En ce sens, le programme Sous le shaputuan, de l'Institut Tshakapesh, est, par le fait même, innovant socialement, pour les mêmes raisons, mais par des moyens différents et à une échelle plus petite.

4. Le programme Sous le shaputuan

4.1 Évolution

Le programme Sous le shaputuan a maintenant 25 ans. Il s'agit initialement d'une initiative de Pierre Lepage, anthropologue de formation, qui travaillait pour la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ). En

1993, le projet éducatif *La rencontre Québécois-Autochtones*, un beau défi, voit le jour. Différents partenaires autochtones partagent alors leur culture avec les jeunes des écoles secondaires dans le but de pallier les lacunes du programme scolaire sur les connaissances des premiers peuples (CDPDJ, 1998). Le projet permet aussi de démystifier les nombreux préjugés et d'atténuer le racisme virulent au lendemain de la crise d'Oka, comme le sous-entend un participant à nos entrevues (SS02).

Le partenariat entre l'ICEM et la CDPDJ permet au programme de se déplacer dans quelques écoles, où ce dernier connaît un vif succès. En 1997, les deux organismes officialisent leur entente dans le but de rendre disponible le programme à l'ensemble des écoles du Québec. En 2009, la CDPDJ doit mettre fin à son partenariat avec l'Institut Tshakapesh (anciennement l'ICEM) par manque de ressources. De ce fait, l'Institut se retrouve seul à maintenir son programme. Il peut tout de même compter sur l'appui financier du gouvernement provincial (Institut Tshakapesh, 2016).

Au départ, l'équipe de Sous le shaputuan était composée d'animateurs et d'un « professionnel de la direction » (CDPDJ, 1998, p. 74). Aux dires des participants interrogés, alors que les années filent, l'équipe change beaucoup au gré de la situation personnelle de chacun (maladie, mortalité, retraite, etc.). Selon le document de présentation du programme (Institut Tshakapesh, 2016), l'équipe comptait une coordonnatrice, deux animateurs, un artisan, un cuisinier, un aîné, un surveillant de nuit, un chauffeur et un musicien, ce qui reflète assez fidèlement ce que nous avons pu voir sur le terrain. Dans les débuts, l'équipe du programme se déplaçait dans une école différente chaque mois de l'année scolaire, tandis que, selon le document de 2016, on parle plutôt de cinq sorties par année. Des acteurs clés interrogés ont expliqué qu'en raison du vieillissement de l'équipe, le programme n'avait plus lieu l'hiver et qu'il se limitait désormais à quatre sorties à l'automne et au printemps. Pendant la période estivale, le shaputuan sort sporadiquement lors d'événements culturels.

Avant tout, qu'est-ce qu'un shaputuan? Comme le montrent les figures 1 et 2, il s'agit d'une longue tente munie d'une ouverture à chaque extrémité (Innu-Aimun : ressources de langue, 2016). Dans le cadre du programme Sous le shaputuan, des visites, qui durent généralement une semaine, y sont organisées.



Figure 1 – Intérieur du shaputuan
Source : Isabelle Gagné



Figure 2 – Extérieur du shaputuan
Source : David Dufour

4.2 Opérationnalité

Pour profiter du programme, les établissements scolaires et les autres institutions doivent faire parvenir une demande à l'Institut Tshakapesh. Selon les demandes reçues, le programme se promène autant à

travers les écoles primaires, secondaires, autochtones ou allochtones, les cégeps, les universités que dans les musées ou les événements culturels. Si l'équipe se déplace surtout dans la Belle Province, elle s'est déjà rendue dans des écoles ontariennes et en Belgique. Généralement, la liste d'attente est d'environ un an.

Par la suite, la coordonnatrice entre en contact avec une personne responsable de l'institution ayant fait la demande.

Lors de l'activité de terrain à l'école Benoît-Duhamel de Roberval, une psychoéducatrice s'est occupée, entre autres, de faire valider le projet par la direction de l'établissement et de préparer la logistique des présentations et des activités spéciales sous le shaputuan. Elle a dû aussi prévoir l'espace où la tente allait être placée. De façon générale, en milieu rural, où il y a beaucoup d'espace libre, il est plus aisé de trouver l'espace nécessaire au bon déroulement des activités. Par contre, en milieu urbanisé, les contraintes sont plus nombreuses, notamment sur le plan de la sécurité.

L'équipe arrive une journée d'avance pour monter le shaputuan ainsi que pour y installer le sapinage, le poêle à bois et les autres accessoires. Quand la semaine commence, les classes défilent dans la tente période après période (environ 60 personnes peuvent s'y assoir). Les présentations se divisent généralement en deux parties : une première partie culturo-historique, puis une seconde partie spirituelle et musicale, où l'on invite les enfants à jouer du tambour. Les présentations sont modulées en fonction de l'âge des participants. Par contre, peu importe l'âge des participants, les buts demeurent les mêmes : échanger directement avec des Innus, se familiariser légèrement avec la langue, en apprendre sur leur histoire et sur leur culture, tant traditionnelle que contemporaine, et ce, tout en pouvant poser des questions librement.

Durant les présentations, on fait aussi circuler du pain bannique (pain sans levain) et du thé. L'équipe réalise également une série d'ateliers, de jeux, de spectacles et de cérémonies sur l'heure du dîner et après les cours. De plus, une fois dans la semaine, un souper est préparé pour recevoir environ 40 invités du milieu scolaire et autochtone des environs. Dans le cadre des visites de cégeps et d'universités, les présentations peuvent porter sur des sujets plus précis, étant donné leur intégration facile à des programmes d'études préexistants (sciences humaines, sciences infirmières, etc.) (Institut Tshakapash, 2016).

Le rapport annuel de la CDPDJ, le document de présentation du programme Sous le shaputuan et les témoignages recueillis mettent tous l'emphase sur le dépaysement qu'apporte le fait de sortir du

milieu scolaire habituel, de pénétrer dans un campement innu, de sentir le sapinage et d'avoir des contacts directs avec les Innus. Ce sont tous des éléments qui semblent favoriser les participants à sortir de leur « bulle culturelle », comme en témoignent ces extraits relevés des entrevues :

Je le sais, les élèves, ils sont comment, puisque dans une classe ça n'aurait pas le même effet. Ils rentrent dans le shaputuan, puis ils sont impressionnés. Le shaputuan dégage comme une énergie qui fait que les élèves sont apaisés. (EE01)

Pour nous autres, c'est important, les cinq sens. L'odeur quand ils rentrent [dans le shaputuan], ça fait déjà ça. Même nous autres, on oublie. Moi, je travaille dans un bureau. C'est important pour nous d'être connectés à la terre. (SS03)

Il y a une fois, j'ai vu un garçon au secondaire quand il est rentré dans le shaputuan, il est resté figé. Il regardait partout partout. On dirait qu'il était rendu dans une autre planète, tellement il était émerveillé : « Ah, c'est beau! Ça sent bon! » Je remarque tout le temps les jeunes chaque fois qu'ils rentrent un groupe [sous le shaputuan] ». (SS04)

4.3 Promotion des territorialités plurielles

Malgré certaines avancées, des efforts constants demeurent nécessaires afin de contrer l'ignorance collective de la société québécoise à l'égard des Autochtones et de leur rôle en tant qu'acteurs incontournables du développement territorial. Pour plusieurs allochtones, les identités et les cultures des peuples autochtones sont homogènes et, faute de ne pas concorder avec la conception occidentale de la modernité, elles sont reléguées au passé (Poirier, 2009).

Pourtant, les Autochtones sont des acteurs contemporains de notre réalité. Même si la majorité des communautés autochtones vivent éloignées de l'écoumène québécois, elles sont de plus en plus nombreuses. Ce sont des populations jeunes qui ont un taux de fécondité élevé (Boileau, 2002; Lévesque et collab., 2015; Huot, 2010). Bien qu'elles aient été confinées dans des réserves depuis un peu plus d'un siècle, leur mobilité augmente, ce qui fait qu'on voit toujours plus d'Autochtones en milieu urbain (Côté, Girard, Leblanc et Kurtness, 2015).

Malgré la conscience de cette réalité sociodémographique, la place des Autochtones dans le cursus scolaire reste la même. Dès lors, le programme *Sous le shaputuan* nous apparaît comme une expérience alternative et intéressante, où les jeunes sortent du contexte de classe et où les Innus transmettent leur culture sous leur tente. En parcourant les écoles du Québec, ces Innus permettent à des milliers de jeunes de voir, de constater et de comprendre les réalités innues d'hier à aujourd'hui.

Il importe de saisir la complexité entourant le passage d'une territorialité unique aux territorialités plurielles pour comprendre l'importance et le rôle d'un programme comme celui-ci. Le renouvellement du paradigme fordiste vers le postfordisme modifie la conception du monde tel qu'on le connaissait. Il pousse les individus à considérer qu'ils donnent eux-mêmes un sens à leurs actions et que, par le fait même, ils deviennent acteurs de leur développement (Klein, 2014). À cet égard, les Innus, par le biais de l'Institut Tshakapesh, saisissent l'occasion partenariale de la CDPDJ afin de mettre en valeur l'unicité de leur culture. De facto, le programme agit en tant que vitrine ambulante sur la culture innue, ce qui permet aux participants d'intégrer les Innus et, plus largement, les Autochtones à leur conception du Québec.

Dans le contexte de mondialisation, si la pluralité des relations au territoire n'est plus à discuter, il faut tout de même considérer que ces territorialités plurielles se construisent au gré des expériences vécues. C'est donc dans les écoles québécoises que le programme *Sous le shaputuan* permet aux Innus, en partenariat avec l'État, de participer au renouvellement des territorialités pour qu'elles tiennent compte de l'ensemble des populations habitant le territoire. C'est en partageant et en faisant vivre les diverses cultures qui composent l'identité québécoise que nous convergerons vers « une vision juste et véritable d'un Québec total » (Rivard, 2006, p. 390).

Conclusion

L'Institut Tshakapesh, pour développer ses projets valorisant la langue, la culture et la réussite scolaire chez les jeunes Innus, établit des partenariats avec, d'une part, les communautés innues membres et, d'autre part, avec les autres nations autochtones, les gouvernements provincial et fédéral et d'autres instances publiques. C'est en ce sens que l'innovation

sociale, moteur du développement territorial intégré, permet le développement de territorialités plurielles représentatives des diverses réalités cohabitantes l'espace.

Le programme *Sous le shaputuan* en est un exemple probant, car il a pour objectif de sensibiliser à la culture innue des jeunes, qui pourront inclure des réalités autochtones dans leur conception du territoire. Il participe aussi à faire vivre ces cultures autochtones dans l'ensemble de la société.

Il aurait pu être intéressant de se pencher plus précisément sur le contenu des présentations, sur l'adaptation en fonction des divers groupes de participants et sur ce que ces derniers en retiennent. Dans un autre projet, il serait pertinent de sonder les jeunes qui y participent ou qui y ont déjà participé afin de saisir leur appréciation de l'activité, mais aussi de voir comment s'intègre dorénavant la culture innue dans leur conception du Québec. Dans un contexte ayant lieu 30 ans après la crise d'Oka, lorsque l'activité prend forme, la construction de ponts entre Autochtones et allochtones est indispensable pour atténuer les tensions interethniques et pour éviter la confrontation. Une des fondatrices de l'activité se rappelle avoir été très active dans le militantisme autochtone des années 1980 :

On ne voulait pas qu'ils fassent le barrage [La Romaine], mais ils l'ont fait pareil. On n'a pas vraiment contesté : on a bloqué les routes, on a donné des tracts, on a, un moment donné, bloqué Mani-Utenam. Là, c'est vrai, on avait bloqué vraiment Mani-Utenam. [...] On s'est tous réfugiés dans le gymnase et on a décidé d'y rester pour contester. Et on est resté dans le gymnase un bon bout, peut-être quatre jours. (SS02)

Aujourd'hui, cette participante affirme que raconter son histoire, celle des Innus, aux descendants des colonisateurs est plus utile que de contester et combattre. Elle rapporte d'ailleurs qu'elle a déjà abouti en prison.

Un parallèle est à faire ici avec l'innovation sociale, qui privilégie un compromis issu d'un partenariat entre le milieu local et l'État, plutôt qu'une confrontation. En s'associant avec l'ICEM à l'époque, la CDPDJ a pu tirer profit d'expertise inédite en matière de culture innue. De leur côté, les Innus ont pu profiter de moyens financiers et logistiques afin

de pouvoir partager leur culture. Le programme Sous le shaputuan fait donc vivre la culture innue sur le territoire québécois. Grâce à l'échange avec les jeunes, un dialogue s'opère et mène à la démythification de l'identité innue et des pratiques s'y rattachant. D'une certaine manière, le programme de sensibilisation transforme les croyances, les représentations et les valeurs de la société québécoise à l'égard des peuples autochtones depuis le milieu des années 1990.

Selon une répondante (SS02), le changement est lent, mais sur la bonne voie. Les perceptions et les discours sur les Autochtones changent, autant de la part des parents, des enseignants que des jeunes, quoique certains aspects de leur vie demeurent inconnus du grand public. Il est entendu que ceci n'est pas un obstacle, mais plutôt une bonne raison de continuer à entretenir le partage interculturel entre Autochtones et allochtones.

Alors qu'on pourrait croire que le plus grand défi du programme Sous le shaputuan réside dans son financement continu, on doit plutôt s'inquiéter du

manque de personnel. En effet, pour assurer sa pérennité, il faut s'attarder au renouvellement de l'équipe de 7 à 8 personnes nécessaire pour transporter, monter et démonter le shaputuan, entre autres. Un autre défi réside dans le renouvellement des animateurs. Lors de notre participation, pour la toute première fois, il n'y avait pas de joueur de *teweikan*, ce tambour traditionnel qui est un symbole central de la culture innue. D'ailleurs, le nombre de joueurs diminue sans cesse.

Cette réalité n'est qu'un reflet des difficultés de la pérennisation de la culture innue. La grande capacité d'adaptation de l'activité Sous le shaputuan permet aux Innus de la Côte-Nord de continuer à partager leur culture dans des milieux scolaires en constante évolution. Alors qu'à l'échelle locale, la pluralisation des territorialités se vit par des relations de proximité dans un contexte socialement innovant favorisant la rencontre, l'écoute et la compréhension d'autrui. Dans quelle mesure, les Autochtones transposent-ils ces pratiques socialement innovantes lorsque sont abordés des enjeux sociopolitiques aux échelles provinciale et nationale?

NOTES

1 À noter que deux communautés innues se trouvent au Labrador : Sheshatsiu et Natuashish.

RÉFÉRENCES

- Assemblée des Premières Nations (APN). (2010). *Le contrôle par les Premières Nations de l'éducation des Premières Nations : déclaration de principes*. Ottawa, ON : APN. Repéré à www.afn.ca/uploads/files/fn_education/fncfne-fr.pdf
- Assemblée des Premières Nations (APN). (2017). *Les Premières Nations face aux lois fédérales en matière d'éducation*. Ottawa, ON : APN. Repéré à www.afn.ca/uploads/files/10_-_first_nations_encounters_with_federal_legislation_in_education_fr.pdf
- Beaudet, G. (2013). Effervescence du monde sociopolitique autochtone québécois en 2012-2013. *Recherches amérindiennes au Québec*, 43(1), 105-107. <https://doi.org/10.7202/1024477ar>
- Bédard, M. (2017). Les vertus identitaire, relationnelle et heuristique de la territorialité : d'une conception culturelle à une conceptualisation tripartite. *Cybergeo : revue européenne de géographie*, 838. <https://doi.org/10.4000/cybergeo.28853>
- Boileau, J. (2002, 10 avril). L'avenir est autochtone. *Le Devoir*. Repéré à www.ledevoir.com/societe/5682/natalite-l-avenir-est-autochtone
- Commission de vérité et réconciliation du Canada (CVR). (2015). *Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir : sommaire du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada*. Ottawa, ON : Gouvernement du Canada. Repéré à www.trc.ca/assets/pdf/French_Exec_Summary_web_revised.pdf
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ). (1998). *Rapport annuel*. Québec, QC : Gouvernement du Québec. Repéré à www.cdpedj.qc.ca/Publications/Ra98.pdf
- Côté, S., Girard, C., Leblanc, P. et Kurtness, J. (2015). Migration interne et dynamique culturelle chez les jeunes des Premières Nations au Québec (Canada) : Innus, Atikamekw et Algonquins. *Anales de Antropologia*, 49(2), 175-205. [https://doi.org/10.1016/S0185-1225\(15\)30007-2](https://doi.org/10.1016/S0185-1225(15)30007-2)

- Déry, C. et Mottet, É. (2017). Quelle vision du Nord québécois dans les programmes de géographie au primaire et au secondaire? *La géographie québécoise : un regard particulier?*, 61(173), 273-292. <https://doi.org/10.7202/1049373ar>
- Desbiens, C. (2006). Du Nord au Sud : géographie autochtone et humanisation du territoire québécois. *Cahiers de géographie du Québec*, 50(141), 393-401. <https://doi.org/10.7202/014881ar>
- Desbiens, C. (2009). Se tourner vers le Nord : territoire, identité et coproduction des connaissances à la baie James. *Inditerra : revue internationale sur l'autochtonie*, 1, 1-10. Repéré à <https://go.aws/2IzIrUp>
- Desbiens, C. et Hirt, I. (2012). Les Autochtones au Canada : espaces et peuples en mutation. *L'information géographique*, 76(4), 29-46. <https://doi.org/10.3917/lig.764.0029>
- Dufour, D. (2019). *Les territorialités autochtones dans l'éducation au Québec, le cas de l'Institut Tshakapesh* (Mémoire de maîtrise non publié). Université du Québec à Montréal, Montréal, QC.
- Fraternité des Indiens du Canada. (1972). *La maîtrise indienne de l'éducation indienne : déclaration de principes*. Ottawa, ON : Fraternité des Indiens du Canada. Repéré à www.afn.ca/uploads/files/fn_education/icoie-fr.pdf
- Fontan, J.-M., Klein, J.-L. et Tremblay, D.-G. (2004). Innovation et société : pour élargir l'analyse des effets territoriaux de l'innovation. *Géographie, Économie, Société*, 2(6), 115-128. <https://doi.org/10.3166/ges.6.115-128>.
- Guilbeault-Cayer, É. (2008). L'État québécois et la crise d'Okla de 1990 : mutations des politiques en matière de gestion des revendications amérindiennes, 1985-2001 (Mémoire de maîtrise). Université Laval, Québec, QC. Repéré à <https://corpus.ulaval.ca/jspui/handle/20.500.11794/20431>
- Guimond, L. et Desmeules, A. (2019). *Des ponts interculturels à la rivière Romaine? Développement nordique et territorialités innues*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Hamelin, L.-E. (1998). L'entière du Québec : le cas du Nord. *Cahiers de géographie du Québec*, 42(115), 95-110. <https://doi.org/10.7202/022712ar>
- Hillier, J., Moulaert, F. et Nussbayer, J. (2004). Trois essais sur le rôle de l'innovation sociale dans le développement territorial. *Géographie, Économie, Société*, 6, 129-152. <https://doi.org/10.3166/ges.6.129-152>
- Huot, A. (2010). L'école des Premières Nations au Québec. *Cahiers DIALOG*, 1. Montréal, QC : INRS et DIALOG. Repéré à <https://reseaudialog.ca/wp-content/uploads/2019/12/CahierDIALOG2010-01.pdf>
- Innu-Aimun : ressources de langue (2016). Aimun-Mashinaikan. Dans *Dictionnaire Innu*. Repéré à <https://dictionnaire.innu-aimun.ca/Words>
- Institut Tshakapesh. (2016). *Sous le shaputuan : Programme La rencontre Québécois-Autochtones*. Sept-Îles, QC : Institut Tshakapesh. Repéré à www.tshakapesh.ca/CLIENTS/1-tshakapesh/docs/upload/sys_docs/Brochure_Sous_le_shaputuan.pdf
- Institut Tshakapesh. (s. d.). *Administration : Institut Tshakapesh*. Sept-Îles, QC : Institut Tshakapesh. Repéré à www.tshakapesh.ca/fr/institut-tshakapesh_14
- Jaccoud, M. (1995). L'exclusion sociale et les Autochtones. *Lien social et Politiques*, 34, 93-100. <https://doi.org/10.7202/005130ar>
- Klein, J.-L. (2014). Innovation sociale et développement territorial. Dans J.-L. Klein, J.-L. Laville et F. Moulaert (dir.), *L'innovation sociale* (p. 115-142). Toulouse, France : Érès.
- Klein, J.-L. et Laville, J.-L. (2014). L'innovation sociale : repères introductifs. Dans J.-L. Klein, J.-L. Laville et F. Moulaert (dir.), *L'innovation sociale* (p. 7-44). Toulouse, France : Érès.
- Lévesque, C., Polèse, G., de Juriew, D., Labrana, R., Turcotte, A.-M. et Chiasson, S. (2015). Une synthèse des connaissances sur la réussite et la persévérance scolaires des élèves autochtones au Québec et dans les autres provinces canadiennes. *Cahiers DIALOG*, 1. Montréal, QC : INRS et DIALOG. Repéré à <https://bit.ly/2PPPrsm>
- Loranger-Saindon, A. (2007). Médias, Innus et allochtones : l'image des Premières Nations dans les journaux de la Côte-Nord et ses effets sur les rapports interethniques (Mémoire de maîtrise). Université Laval, Québec, QC. Repéré à <https://corpus.ulaval.ca/jspui/handle/20.500.11794/19521>
- Murphy, A. B. (2012). Entente territorial: Sack and Raffestin on territoriality. *Environment and Planning D: Society and Space*, 30(1), 159-172. <https://doi.org/10.1068/d4911>

-
- Picard, G. (2010). Premières Nations : des partenaires incontournables du développement territorial. *Recherches amérindiennes au Québec*, 40(3), 27-33. <https://doi.org/10.7202/1009366ar>
- Poirier, S. (2009). Les dynamiques relationnelles des jeunes autochtones. Dans N. Gagné et L. Jérôme (dir.), *Jeunes autochtones* (p. 21-36). Rennes, France : Presses universitaires de Rennes.
- Rivard, É. (2006). *Terra Nullius* ou géographie de l'absence : les géographes québécois et la question autochtone au pays. *Cahiers de géographie du Québec*, 50(141), 385-392. <https://doi.org/10.7202/014880ar>
- Rivard, É. et Desbiens, C. (2011). Le Plan Nord, monstre à deux têtes et autres chimères géographiques. *Recherches amérindiennes au Québec*, 41(1), 83-89. <https://doi.org/10.7202/1012710ar>
- Roy, M. et Klein, J.-L. (2019). Les pratiques institutantes d'une gouvernance communale : un laboratoire de commun au Mexique. *Cybergeo : revue européenne de géographie*, 907. <https://doi.org/10.4000/cybergeo.32514>
- Smith, L. T. (1999). *Decolonizing methodologies: Research and indigenous peoples*. Londres, R.-U.: Zed Books.
- Tardif, D. (2017, 25 novembre). Serge Bouchard sur le long chemin de la résilience innue. *Le Devoir*. Repéré à www.ledevoir.com/lire/513827/serge-bouchard-sur-le-long-chemin-de-la-resilience-innue